

Le Canard Enchaîné du 23-01-19 se fait l'écho de la position du président Macron pour un report de la réforme de la Fonction Publique :

Au conseil des ministres du 16 janvier, Macron a tranché : pour la réforme hautement sensible de la fonction publique, il est urgent d'attendre. Idem pour celle de l'assurance chômage et autres menus sujets tels que la bioéthique (et la PMA), la laïcité et l'islam.

« Il faut prendre le temps de discussions supplémentaires et ne pas interférer avec le grand débat, a-t-il argué. Les annonces sur la fonction publique seront également faites à l'issue du grand débat. »

Cette mise au point est, en fait, un nouveau désaveu pour Philippe, qui, une semaine plus tôt au séminaire gouvernemental du 9 janvier, s'était pris le bec sur cette même réforme avec Jean-Yves Le Drian, ainsi que l'a évoqué Europe 1 (16/1).

« C'est une réforme importante et c'est un marqueur politique, avait expliqué le Premier ministre. Il faut donc la faire avant les élections européennes ».

L'hôte de Matignon s'était alors attiré cette réplique assez raide de son ministre des Affaires Étrangères : *« Il faut éviter d'ouvrir tous les fronts en même temps. La situation est tendue, ça peut péter, dans la fonction publique ! Si on fait cela, les syndicalistes de la fonction publique vont se saisir des débats pour mettre la réforme au centre des discussions et faire croire que cela aura des effets sur le nombre d'infirmières ou d'enseignants. Ce n'est donc pas utile de créer un second front avec les fonctionnaires en pleine crise avec les gilets jaunes. Vous pouvez quand même faire confiance à notre expérience. »*

Une position vivement approuvée par Muriel Pénicaud, accompagnée d'un *« on n'est pas à deux mois et demi près »*, par Florence Parly et par Jean Michel Blanquer. Et donc, une semaine plus tard, par Macron.

A quand le prochain JT de Philippe pour nous jurer, la main sur le cœur, qu'il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette entre lui et le chef de l'Etat ?

La fonction publique attendra, Philippe aussi

Le Canard Enchaîné - 23 janvier 2019

AU CONSEIL des ministres du 16 janvier, Macron a tranché : pour la réforme hautement sensible de la fonction publique, il est urgent d'attendre. Idem pour celle de l'assurance-chômage et autres menus sujets tels que la bioéthique (et la PMA), la laïcité et l'islam.

« Il faut prendre le temps de discussions supplémentaires et ne pas interférer avec le grand débat, a-t-il argué. Les annonces sur la fonction publique seront également faites à l'issue du grand débat. »

Cette mise au point est, en fait, un nouveau désaveu pour Philippe, qui, une semaine plus tôt au séminaire gouvernemental du 9 janvier, s'était pris le bec sur cette même réforme avec Jean-Yves Le Drian, ainsi que l'a évoqué Europe 1 (16/1).

« C'est une réforme impor-

tante et c'est un marqueur politique, avait expliqué le Premier ministre. Il faut donc la faire avant les élections européennes ».

L'hôte de Matignon s'était alors attiré cette réplique assez



raide de son ministre des Affaires étrangères :

« Il faut éviter d'ouvrir tous les fronts en même temps. La situation est tendue, ça peut péter, dans la fonction publique ! Si on fait cela, les syn-

dicalistes de la fonction publique vont se saisir des débats pour mettre la réforme au centre des discussions et faire croire que cela aura des effets sur le nombre d'infirmières ou d'enseignants. Ce n'est donc pas utile de créer un second front avec les fonctionnaires en pleine crise avec les gilets jaunes. Vous pouvez quand même faire confiance à notre expérience. »

Une position vivement approuvée par Muriel Pénicaud, accompagnée d'un *« on n'est pas à deux mois et demi près »*, par Florence Parly et par Jean-Michel Blanquer. Et donc, une semaine plus tard, par Macron.

A quand le prochain JT de Philippe pour nous jurer, la main sur le cœur, qu'il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette entre lui et le chef de l'Etat ?